

Le budget—M. Mazankowski

Le fait de rendre la taxe spéciale de propriété canadienne permanente produira environ trois milliards de dollars de recettes au cours des trois prochaines années. Tout cela représente quelque neuf milliards de dollars que le gouvernement retire de l'économie pour ses programmes de création d'emplois, ses mesures pour épater et ses excès de favoritisme dont nous avons eu connaissance à la Chambre ces dernières semaines. Le budget ne contient rien qui puisse favoriser une augmentation de la demande à la consommation.

Troisièmement, le budget ne fait rien pour stimuler l'investissement au Canada en créant un climat plus sûr et plus propice à l'investissement aussi bien canadien qu'étranger. De fait, je pense que nous reconnaissons tous que notre économie souffre de problèmes structurels. Il existe des problèmes de structures industrielles qui nous obligeront à faire d'énormes mises de fonds. Nous devons investir davantage dans la recherche et le développement et augmenter notre productivité et il faudra pour cela des investissements énormes. Cet argent ne sera pas investi s'il n'existe pas un climat de confiance au Canada.

Fait à noter, dans le numéro du 8 novembre du *Daily Commercial News*, un analyste de New York affirme que les investisseurs étrangers attendent l'arrivée d'un nouveau gouvernement, non pas d'un nouveau gouvernement libéral, mais d'un gouvernement tout à fait nouveau. Voici ce que dit l'article en question:

Les investisseurs étrangers attendent qu'un nouveau gouvernement prenne le pouvoir à Ottawa avant de recommencer à faire des investissements importants au Canada, a déclaré un analyste en placement de New York, la semaine dernière.

L'article dit aussi:

Si les progressistes-conservateurs de Brian Mulroney prennent le pouvoir, «je pense qu'on assistera à un changement immédiat dans l'attitude des investisseurs», de dire Reinhardt.

Une voix: On choisit ce qu'on veut dans les journaux.

M. Mazankowski: Certains journaux disent la vérité, monsieur le Président. Mon ami d'en face n'aime pas certaines des choses qu'on y trouve, mais il faut se rendre à l'évidence.

Ces propos reflètent une attitude qu'on retrouve dans tout le pays. Le fait est que nous avons connu une sortie nette de capitaux d'investissement canadiens et étrangers d'environ 16.7 milliards de dollars au cours des quatre dernières années. Cet argent devrait être dépensé ici, au Canada, pour créer des emplois, améliorer notre situation concurrentielle et remédier à nos problèmes structurels. Le budget ne contient rien qui puisse nous garantir que cela peut se produire.

Cela a un rapport très étroit avec le quatrième point qui n'est pas traité à fond dans le budget. Il en est question, mais seulement de façon superficielle. Je veux parler de mesures visant à améliorer notre compétitivité et notre productivité. Selon moi, il existe un rapport étroit entre de telles mesures et la possibilité d'encourager les investisseurs canadiens et étrangers à investir dans notre pays.

A mon avis, le budget ne contient pas grand-chose à l'intention du million et demi ou je dirais même des deux millions de Canadiens qui sont sans travail et condamnés à l'inactivité depuis bien trop longtemps. De fait, 193,000 travailleurs de moins qu'au début de la récession ont un emploi à l'heure actuelle et ce, malgré tous les programmes de création d'emplois du gouvernement. Près de deux millions de Canadiens sont forcés de rester oisifs sans contribuer à l'économie

du Canada. A cause de cela, ils perdent confiance dans notre système économique et n'ont plus ni espoir, ni optimisme, ni perspective d'avenir.

Ce n'est pas simplement un problème économique. C'est en plus un problème social très grave et honteux auquel le budget ne s'attaque pas vraiment. Que nous promet le budget? Mon collègue de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a déjà donné des chiffres à la Chambre et je pense qu'ils méritent d'être répétés. Selon les prévisions, il y aura 1.4 million de chômeurs cette année, 1.3 million en 1985, 1.2 million en 1986 et 1.1 million en 1987. Cela ne fait pas grand-chose pour ranimer les espoirs et la confiance de ceux qui sont sans travail et condamnés à l'inactivité, ni pour leur redonner un peu de fierté et de dignité. Ces chiffres sont tout simplement inacceptables et nous devons vraiment nous interroger quant à leur exactitude. Alors qu'on prévoyait un déficit d'environ 11.8 milliards de dollars pour l'exercice financier en cours, nous accusons un déficit de 31.5 milliards. Le gouvernement s'est trompé de 20 milliards de dollars. Est-ce là une erreur négligeable? Nous ne pouvons donc pas nous fier aux prévisions contenues dans l'exposé budgétaire.

Quel espoir le budget offre-t-il aux agriculteurs et aux pêcheurs ainsi qu'aux milliers de petites entreprises qui ont fait faillite depuis quatre ans? En 1983, 488 agriculteurs ont fait faillite, soit quatre fois plus qu'en 1979. Pas une leur d'espoir pour eux dans le budget. Même ces chiffres ne révèlent pas la situation en réalité, car il y en a probablement 10 p. 100 de plus qui ont volontairement liquidé leur exploitation ou se sont retirés des affaires. Il n'y a rien dans le budget pour inspirer la confiance, susciter des espoirs ou offrir des promesses aux agriculteurs et aux pêcheurs.

Plus de 100,000 Canadiens ont fait faillite depuis que le gouvernement est revenu au pouvoir, il y a quatre ans. Quel espoir y a-t-il pour ces malheureux qui ont perdu leur maison, leur entreprise, leur emploi et tous leurs biens? Derrière les froides données statistiques, c'est une vraie tragédie qui se joue.

● (1200)

Le discours du trône est en réalité une série de vœux pieux qui ne seront jamais réalisés. Il reconnaît le fait que le gouvernement actuel a échoué durant les quatre dernières années. Je le répète, il n'y a rien dans le budget pour redonner espoir, offrir des promesses, rétablir la confiance, faire renaître la fierté et la dignité de ceux qui sont tenus à l'écart depuis trop longtemps au Canada.

Le seul fait positif et récent a été l'annonce de la démission du premier ministre (M. Trudeau). Dans ma région, c'est aujourd'hui le cinquième jour de la relance, car la plupart de mes concitoyens dans mon coin de pays ont été soulagés d'apprendre que le premier ministre avait décidé de partir. Permettez-moi d'énumérer certaines manchettes des journaux de l'Ouest. Voici la première: «Heureux que PET déguerpisse». Celle du *Sun* d'Edmonton est ainsi conçue: «Bye-bye. La fin du règne de Trudeau est saluée avec soulagement». Ce fait a redonné confiance; c'est bien la seule fois que, récemment, le gouvernement est parvenu à donner un peu confiance aux Canadiens.